



Affaire suivie par : Raphaëlle BRUAND - Tél. : 05.57.04.64.36

N/réf. : CEA/CESTA/DAO/SG/BACO DO37/2026

Marché n° 4600XXXXXX

Travaux de rénovation des réseaux de chauffage extérieurs du Complexe 400 au CEA/CESTA.

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème}, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par **XXXXX**

**Ci-après dénommé « CEA »
d'une part,**

ET :

La **société XXXX**, au capital de XXXX euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX, ayant son siège social XXXX, représentée par Monsieur/Madame XXXX agissant en qualité de XXXX,

**Ci-après dénommée « Titulaire »
d'autre part.**

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

Domiciliation :

Toute notification requise au titre de l'exécution du présent marché sera transmise par écrit à l'adresse des Parties telle que visée ci-dessous.

Le CEA fait élection de domicile au lieu de l'établissement dont relève le présent marché, soit : 15, avenue des Sablières – CS 60001 – 33 116 Le Barp Cedex.

La société XXX fait élection de domicile au lieu de son agence XXX soit : XXX

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Nombre total de pages : 12

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET	3
ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 : DETAIL DES TRAVAUX	3
ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	3
ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX	4
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE	4
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION.....	4
ARTICLE 8 : MODE OPERATOIRE APPLICABLE AUX DEVIS PREALABLES FORFAITAIRES.....	5
ARTICLE 9 : RETENUE DE GARANTIE.....	5
ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE	6
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES	6
ARTICLE 13 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION	7
ARTICLE 14 : DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES :	8
ARTICLE 15 : PENALITES.....	8
ARTICLE 16 : PROTECTION DU SECRET	9
ARTICLE 17 : PERSONNEL DU TITULAIRE	9
ARTICLE 18 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION.....	10
ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	11
ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES PRESTATIONS ET DEVIS PREALABLES	12



ARTICLE 1 : OBJET

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux de rénovation des réseaux extérieurs de chauffages du Complexe 400 pour le compte du CEA/CESTA.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) réf. DO049-26,
- le Règlement intérieur du CEA/CESTA dans sa version applicable,
- le « Protocole du collège pour l'hygiène et la sécurité des entreprises extérieures intervenantes sur le CESTA et le TEE », réf. SYM SA00Z ZAN PRO 16000152 A,
- Les Conditions Générales d'Achat du CEA et leurs annexes dans leur édition de janvier 2022,
- le Cahier des clauses sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP) dans sa version applicable,
- la circulaire sécurité n°22 relative à l'organisation de la sécurité pyrotechnique au CESTA réf. SYM SS20Z ZAN CIR 17000174 B,
- Et à titre supplétif, pour autant que ses dispositions ne soient pas contraires à celles citées précédemment, l'offre du Titulaire **réf. XX du XX/XX/XXXX**.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de chacun des documents énumérés ci-dessus et les accepter. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues des dispositions légales impératives, sont inopposables, quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 : DETAIL DES TRAVAUX

Les prestations objet du présent marché, détaillées dans le CCTP référencé ci-avant, se décomposent comme suit :

- Poste 1 : Ferme et Forfaitaire : Etudes et réalisation des travaux,
- Poste 2 : Ferme et Forfaitaire : Réception des travaux,
- Poste 3 : Remise du Dossier des Ouvrages Exécutés,
- Poste 4 – Non forfaitaire, sur devis préalables (montant plafond) : Prestations sur devis notamment pour des réparations, des travaux ponctuels et/ou des interventions à caractère urgent (cf article 8 du marché).

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

Le présent marché est notifié au Titulaire par envoi postal avec accusé de réception ou par voie dématérialisée avec accusé de lecture. Le Titulaire renvoie le marché contresigné dans un délai de 10 jours calendaires suivant la réception de la notification.

En tout état de cause, le marché prend effet à la date de réception par le Titulaire de la notification faite par le CEA (soit T0) pour une durée de 23 semaines.



Toutefois, il prend fin à l'extinction de toutes les obligations qui ont pu naître durant son exécution. Les réserves émises ou modifications effectuées par le Titulaire sur le marché signé par le CEA sont réputées non écrites.

Le Titulaire s'engage à respecter le calendrier d'exécution suivant :

Les travaux doivent être finalisés pour le vendredi 16 octobre 2026, levées des réserves incluses.

- Préparation des travaux : T0
- Démarrage des travaux : T1 = T0 + 4 semaines
- Fin des travaux : T2 = T1 + 17 semaines.
- Levée des réserves et validation du DOE : T3 = T2 + 2 semaines

ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent :

- Comme interlocuteurs techniques :
 - pour le CEA : Pascal PRIGENT Tél : 05.57.04.69.79
 - Pour le Titulaire : **xxx** **Tél : xxx**
- Comme interlocuteurs commerciaux :
 - pour le CEA : Raphaëlle BRUAND Tél : 05.57.04.64.36
 - Pour le Titulaire : **xxx** **Tél : xxx**

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE

Les prestations objet du présent marché, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire. Il a la charge d'assurer, dans les délais fixés, toutes les opérations concourant à la bonne exécution des prestations. Les prestations sont exécutées sous l'autorité du personnel d'encadrement du Titulaire.

Le Titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'a droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et s'engage à réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION

7.1 - CONDITIONS D'INTERVENTION

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA ; le Titulaire n'intervenant qu'en tant qu'opérateur économique au sein des locaux et / ou des installations auxquels sont rattachées les prestations.

Les prestations sont réalisées sur le centre du CEA/CESTA (Le Barp, 33) du lundi entre 8h00 et 16h00 et du mardi au vendredi entre 7h30 et 16h00. Pour rappel, l'horaire collectif de travail du CEA/CESTA correspond à la plage horaire 7h55 – 16h35.



7.2 - LIVRABLES ATTENDUS

L'ensemble des documents à remettre par le Titulaire et le calendrier de remise associé sont définis dans le CCTP.

Concernant le planning, le suivi de l'opération s'effectue à partir d'un planning où l'ensemble des tâches et jalons (études, travaux, contrôles de réception, remise des documents et plans) doit être représenté. Ce planning est mis au point par le CEA à partir des plannings fournis par le Titulaire dans son offre. Il peut faire l'objet de modifications mineures et il doit être validé lors de la réunion de lancement de projet. Ce planning est ensuite suivi lors des réunions de chantier et fait partie des pièces contractuelles du marché. Les mises à jour du planning sont réalisées par le Titulaire après accord du chargé d'opération CEA.

7.3 - REUNIONS DE SUIVI

Les réunions prévues au CCTP sont la réunion de lancement, la réunion d'élaboration du plan de prévention et les réunions de chantier hebdomadaires.

ARTICLE 8 : MODE OPERATOIRE APPLICABLE AUX DEVIS PREALABLES FORFAITAIRES

A la survenance d'un besoin ne relevant pas des travaux forfaitaires, le CEA adresse au Titulaire une Fiche de Modification (FM) qui comprend :

- un Cahier des Charges ou expression de besoin spécifique (comportant notamment les contraintes d'intervention sur site),
- la désignation du type de travaux et leur volumétrie,
- les délais associés,
- la référence du présent marché,
- le numéro de la FM spécifique et la date d'émission.

A réception de chaque FM, le Titulaire doit renvoyer par courriel au plus tard dans les 5 jours ouvrés, l'accusé de réception et la proposition technico-économique associée, basée sur les taux horaires et/ou coefficients d'approvisionnements et de peines et soins et/ou coefficients de sous-traitance indiqués en annexe 2 du présent marché. Ce devis peut, le cas échéant, faire l'objet de négociations entre les deux Parties. L'acceptation sans réserves du devis, formalisée dans la FM correspondante signée par le CEA, vaut « bon pour exécution ». Le Titulaire ne peut engager aucune prestation sans devis préalable et expressément accepté par le CEA, et sa FM afférente signée par le CEA.

ARTICLE 9 : RETENUE DE GARANTIE

Chaque terme de paiement de la part forfaitaire et ferme des prestations/travaux du marché fait l'objet d'une retenue de garantie égale à 5 % du montant facturé, en application des articles R 2191-32 et suivants du Code de la commande publique.

Cette retenue est restituée au Titulaire au terme du délai de garantie de parfait achèvement, soit un an à compter de la date de réception des prestations/travaux.

Toutefois, cette retenue n'est pas pratiquée si le Titulaire fournit au CEA une caution bancaire personnelle et solidaire fournie par un établissement de crédit accepté par le CEA pour un montant équivalent et dont la main levée est prononcée à l'expiration du délai de garantie.



Cette caution bancaire doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le Titulaire transmet la facture correspondant au premier terme de paiement. Dans l'hypothèse où la caution n'est pas constituée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant au premier terme de paiement est prélevée et le Titulaire n'a plus la possibilité de la cautionner jusqu'à la fin du délai de garantie des Prestations.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE

La phase de Réception des travaux s'exécute conformément à l'article 34 du chapitre 11 des Conditions Générales d'Achats (CGA) du CEA. Le Titulaire demande au CEA par écrit avec un préavis de 20 jours ouvrés de prononcer la réception. Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) est remis par le Titulaire 8 jours suivant l'envoi de la demande de réception et le CEA peut alors décider de lancer les Opérations Préalables à la Réception (OPR) si les prérequis sont réalisés. La Réception des travaux avec ou sans réserve est prononcée par le CEA à l'issue des OPR et en fonction des observations relevées pendant ses dernières.

Les périodes de garanties applicables au présent marché sont celles issues des dispositions légales en vigueur ou à défaut celles visées dans les Conditions Générales d'Achat (CGA).

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire DC4 à fournir).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES

12.1 - MONTANT DU MARCHÉ

Le montant total du présent marché s'élève à la somme plafond de **XXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)**, dont :

- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)** au titre des prestations forfaitaires et fermes (Postes 1, 2 et 3),
- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)** au titre des prestations sur devis (montant plafonné par le CEA à hauteur de 10 % du montant forfaitaire et ferme) – Poste 4.
Le montant plafond sera déterminé lors de la notification par le CEA.

La décomposition des montants est présentée en annexe 2 du présent marché.

Les prix sont fermes, non révisables ni actualisables.

Les prestations gérées sur devis préalables forfaitaires sont rémunérées sur la base des prix unitaires, taux horaires et/ou coefficients d'approvisionnements et de peines et soins et/ou coefficients de sous-traitance définis en annexe 2 du présent marché.



Le montant indiqué au titre des prestations sur devis préalables forfaitaires n'engage pas le CEA quant au volume ou à la répartition des prestations à exécuter et le Titulaire ne pourrait s'en prévaloir dans le cas où les prestations effectivement demandées représenteraient un montant inférieur. En tout état de cause, le Titulaire ne peut engager de dépenses au-delà de cette somme sans notification d'un avenant, et ce, sous peine de non règlement des dépenses excédentaires.

12.2 - REGIME FISCAL

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 13 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

13.1 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Au titre des travaux forfaitaires :

Le CEA procède au paiement du présent marché selon l'échéancier suivant :

- 80 % du montant total forfaitaire hors taxes du marché répartis sur situations mensuelles d'avancement des travaux à l'acceptation sans réserves par le CEA desdits travaux, formalisée par un procès-verbal,
- 10 % du montant total forfaitaire hors taxes du marché à la signature sans réserves par le CEA du procès-verbal de réception des travaux,
- 10 % du montant total forfaitaire hors taxes du marché à l'acceptation sans réserve par le CEA du dossier des ouvrages exécutés (DOE) mis à jour et conforme à la prestation exécutée, formalisée par un procès-verbal,

Au titre des prestations sur devis préalables (Fiche de Modification) :

Le CEA procède mensuellement au paiement des prestations sur devis préalables, selon l'échéancier suivant :

- 100 % du montant total hors taxes des prestations réalisées et réceptionnées sans réserve par le CEA au cours du mois considéré, et facturées sur la base des taux horaires et coefficients d'approvisionnements et de peines et soins et/ou de sous-traitance visés à l'annexe 2 du présent marché.

13.2 - CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures doivent être dématérialisées et sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : BOR-D,
- la référence complète du marché (numéro d'engagement), à savoir : n° de commande SAP [4600XXXXXX / P6xxx](#)
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,

- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. annexe 2).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement des factures est de 30 jours à compter de la date de réception par le CEA de la facture, sous réserve que l'exécution soit déclarée conforme par le CEA dans les conditions du marché et du chapitre 11 des CGA.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures (par exemple, le procès-verbal de réception).

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement des factures, les fournisseurs peuvent écrire à l'adresse mail suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES :

Le CCTP du marché prévoit le respect des dispositions relatives à la politique environnementales du CEA CESTA. A ce titre, suite aux consignations du réseaux, les eaux de chauffage doivent être vidangées et stockées dans des récipients mis à disposition par le CEA. Ces eaux doivent être conservées afin d'être réinjectées après décantation dans le réseau neuf en fin de chantier. Il est proscrit la libération des eaux de chauffage dans l'environnement.

En cas de non-respect de cette disposition, ou de la politique environnementale du CEA CESTA (cf article 2.4 du CCTP), le Titulaire s'expose à une pénalité indiquée à l'article 15.3 ci-après.

ARTICLE 15 :PENALITES

15.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les pénalités applicables au marché sont définies dans les CGA du CEA. Le CEA notifie au Titulaire l'application de la présente clause par courrier simple, étant précisé que le montant de la pénalité sera facturé par le CEA au Titulaire.

En aucun cas, l'absence d'application des pénalités dans le cours de l'exécution du présent marché ne constitue une renonciation du CEA à leur application.

Le montant total cumulé des pénalités applicables est plafonné à 20 % du montant total HT du marché.

15.2 - PENALITES DE RETARD D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 24 « Pénalités de retard » des CGA, en cas de non-respect du planning d'exécution défini dans l'offre du Titulaire ou le cas échéant, du planning mis à jour lors de la réunion de lancement, le Titulaire est redevable au CEA, à titre de pénalité applicable immédiatement, sans préjudice de plus amples dommages et intérêts et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, de pénalités calculées comme suit :



- Pour les prestations forfaitaires : de 1/500 (un pour cinq cents) du montant forfaitaire HT du marché notifié, par jour calendaire de retard constaté. Cette pénalité est plafonnée à 10 % (dix pour cent) du montant forfaitaire HT du marché notifié ;
- Pour les FM signées : de 1/500 (un pour cinq cents) du montant total HT de la FM signée concernée par le retard, par jour calendaire de retard constaté. Cette pénalité est plafonnée à 10 % (dix pour cent) du montant total HT de la FM signée considérée.

Elles sont applicables sans mise en demeure préalable et font l'objet d'une facturation au Titulaire qui peut être effectuée à tout moment par le CEA. Les pénalités de retard n'ont pas un caractère libératoire.

Elles sont par ailleurs indépendantes des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation du Marché dans les conditions de l'article 39.2 des présentes CGA. En cas de GME, le CEA adresse les factures de pénalités de retard au mandataire commun, à charge pour lui de répartir les pénalités entre les membres du GME responsables des retards.

15.3 - PENALITES POUR NON RESPECT DES DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES :

En cas de non-respect des dispositions environnementales décrites à l'article 14 du présent marché, le Titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire d'un montant de 2 500 € par écart constaté.

15.4 - PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA REMISE DES LIVRABLES :

En cas de retard dans la remise des livrables décrits au CCTP ou au présent marché, le Titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire d'un montant de 100€ par jour de retard.

ARTICLE 16 : PROTECTION DU SECRET

Ce marché ne présente pas de dispositions relatives à la protection du secret de la défense nationale.

ARTICLE 17 : PERSONNEL DU TITULAIRE

17.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Aucun personnel âgé de moins de 18 (DIX-HUIT) ans ne peut avoir accès au centre.

Le CEA peut interdire à tout moment l'entrée du centre à tout membre du personnel du Titulaire ou sous-traitant qui contreviendrait aux règlements relatifs à la sécurité et à la discipline, sans que la responsabilité du CEA puisse être engagée de ce fait.

17.2 - ACCOMPAGNEMENT DE PERSONNES PHYSIQUES NON HABILITEES

L'établissement CEA/CESTA est une zone protégée au sens de l'article 413-7 du Code pénal. Pour y accéder, toute personne doit avoir fait l'objet d'une décision d'habilitation de défense nationale. L'accès du personnel du Titulaire non habilité n'est autorisé que sur dérogation accordée par le CEA sous réserve d'un encadrement par une personne habilitée et autorisée.

La prise en charge doit être permanente de l'entrée à la sortie de l'établissement, pendant les heures d'ouverture du centre. Elle peut concerner plusieurs personnes dans la mesure où elles travaillent dans une même unité de lieu et où le responsable de la prise en charge peut exercer une surveillance visuelle

permanente, et vérifier, à tout moment que la personne non habilitée ne peut avoir accès à des informations classifiées de défense nationale.

Le Titulaire doit donner au CEA les informations nécessaires à l'accomplissement de cet accompagnement, à savoir l'identité de la (ou les) personne(s) à prendre en charge, la nature de la prestation et le lieu d'exécution. Les directives ainsi données devront être suivies strictement. La (ou les) personne(s) non habilitée(s) doit(vent) se présenter à l'accueil du CEA/CESTA, aux heures d'ouverture du centre, pour être prises en charge. A l'issue de la période d'accompagnement, la (ou les) personne(s) non habilitée(s), doit(vent) être raccompagnée(s) au poste d'accueil. Le non-respect de ces règles entraîne l'éviction de la personne et la suppression de l'autorisation de prise en charge.

ARTICLE 18 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION

18.1 - AUDIT DE MARCHE

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment. Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

18.2 - INSPECTION

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

18.3 - DROIT D'ACCES

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

18.4 - OBLIGATIONS A TRANSFERER

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

Fait à Le Barp, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Titulaire

Pour le CEA

ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

À compléter, dater, signer par le titulaire et joindre au bon de livraison ou remettre en main propre lors de la réception ; une copie signée des deux parties devra accompagner la facture.

REFERENCE COMMANDE	4	6	0	0	X	X	X	X	X	X
OBJET DES PRESTATIONS (Préciser le n° de poste si besoin)										
PROCES-VERBAL DE :		Réception								
		Constat d'approvisionnement								
		Contrôle sur lieu de fabrication								
		Montage sur site								
		Mise en service industriel								
		Essais								
		Réception provisoire (produits informatiques uniquement)								
		Réception définitive (produits informatiques uniquement)								
		Avancement								

Prononcé(e) sans réserves ¹																					
Prononcé(e) avec réserves ¹		Motifs et énoncé des réserves :																			
		Les réserves devront être levées avant le : <table border="1"> <tr> <td></td><td></td><td>/</td><td></td><td></td><td>/</td><td>2</td><td>0</td><td></td><td></td> </tr> </table>												/			/	2	0		
		/			/	2	0														
Acceptation en dérogation		Date demande de dérogation : <table border="1"> <tr> <td></td><td></td><td>/</td><td></td><td></td><td>/</td><td>2</td><td>0</td><td></td><td></td> </tr> </table>												/			/	2	0		
		/			/	2	0														
Refusé ¹		Motifs du refus																			

Observations :

Montant à facturer en € HT								,			€
----------------------------	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	---

POUR LE CEA											
Nom et prénom du prescripteur / Unité	Date			/			/	2	0		
	Signature :										
POUR LE TITULAIRE											
Nom et prénom et qualité	Date			/			/	2	0		
	Signature :										

Modèle SYM AZACH ZAV PVR 14000146 E

¹ Articles 30 à 35 des CGA (Conditions Générales d'Achat)

ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES PRESTATIONS ET DEVIS
PREALABLES

N° poste du marché	N° SAP du poste	Désignation	Montant en € HT	Date de réception
1	10	Etudes et travaux (paiement sur situation d'avancement jusqu'à 80% du montant total HT)	XXXX €	31/08/2026
2	20	Réception des travaux (10 % du montant total HT)	XXXX €	31/08/2026
3	30	Remise DOE (10 % du montant total HT)	XXXX €	31/08/2026
4	40	Provisions pour devis préalables (<i>montant plafond déterminé par le CEA lors de la notification</i>)	XXXX €	31/08/2026

METIER OU FONCTION	TAUX HORAIRE APPLICABLE
<i>Préciser profil</i>	
<i>Préciser profil</i>	
<i>Préciser profil</i>	

<u>COEFFICIENT D'APPROVISIONNEMENT</u> (ex: si 10 %, indiquer 1,1)	

<u>COEFFICIENT DE SOUS-TRAITANCE</u> (ex: si 10 %, indiquer 1,1)

